

# LES CARNETS NOIRS DES CENTRES FERMES

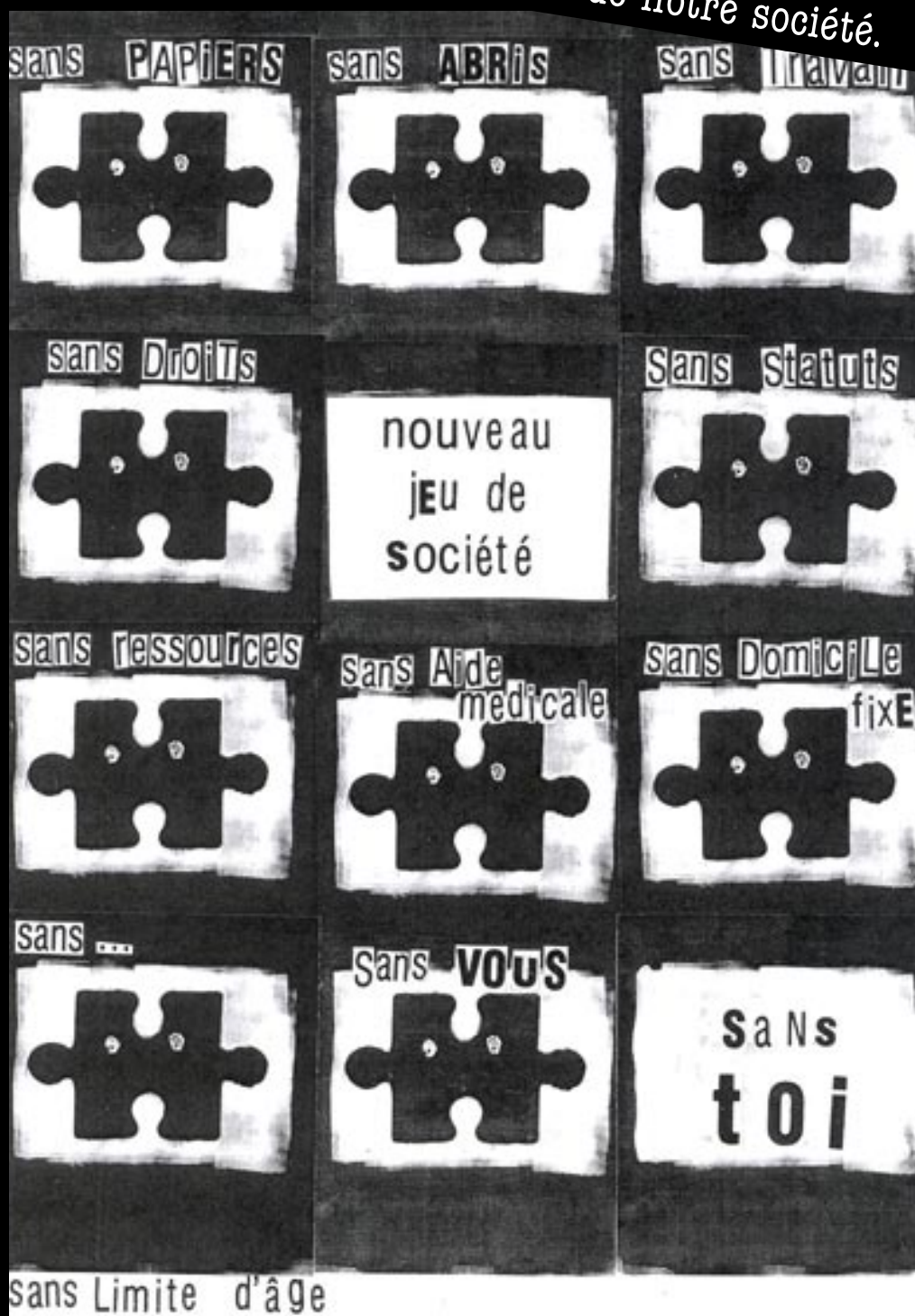
Quelques informations nécessaires pour  
comprendre leur existence et les faire  
bannir de notre société.



Avril 2009 N°2

# CRER - Belgique

**CRER - Belgique**  
Coordination contre les Rafles, les  
Expulsions et pour la Régularisation  
T : 0474 08 85 35  
@ : coord100papiers@hotmail.com





# LES CARNETS NOIRS

## Édito

par : Oscar Flores

# DES CENTRES FERMÉS

**D**ans ce numéro des carnets noirs nous voulons attirer votre attention sur deux aspects de la politique d'immigration qui nous paraissent essentiels pour comprendre l'actualité. Tout d'abord notre dossier, une recherche sur les idées qui ont donné naissance aux centres fermés en Belgique. Ensuite, les informations d'actualité sur les conséquences de la politique d'immigration : l'évolution des débats politiques à la chambre des représentants au Parlement Fédéral, les actions du mouvement citoyen et comités de soutien, les occupations des sans papiers, les grèves de la faim, etc...

L'actualité dans cette matière évolue à un rythme de croisière, toutes les semaines différents groupes de terrain et associations organisent toutes sortes d'activités qui font avancer cette cause et tiennent la question de la politique d'immigration à l'œil. Aucune phrase mal placée de la ministre de l'immigration Annemie Turtelboom (open VLD) n'inspire l'indifférence. C'est ainsi que le vendredi 27 mars dernier nous avons tous pris une douche froide en constatant l'énorme injustice de sa nouvelle décision. A travers une note envoyée à son administration, elle a donné l'ordre de régulariser un petit nombre de demandeurs d'asile (voir page 14). Ceci à la grande surprise de tout le monde et en particulier celle des personnes qui attendent « d'elle », depuis plus d'un an, la mise en place de l'accord du gouvernement qui prévoit une solution beaucoup plus large.

Il est choquant d'entendre des décisions pareilles et surtout le culot avec lequel Madame Turtelboom nous explique, à la fois son refus de régulariser l'ensemble des personnes dans cette situation optant pour l'examen des dossiers au cas par cas et, en même temps, ses ordres pour délivrer des titres de séjour à un groupe de personnes se trouvant dans une situation particulière. Il faut croire que pour être ministre de l'immigration on doit répondre, aussi, à certains critères dont l'incohérence est l'atout majeur.

Et de l'incohérence il y en a à revendre chez la ministre de l'immigration. Dernièrement, dans les débats au Parlement Fédéral en commission de l'intérieur, sous les questions de la députée Zoé Genot (Ecolo), Madame Turtelboom nous a encore assuré sa capacité à se contredire sans jamais donner une réponse claire (voir page 12) ; une vraie perle pour en rire mais aussi un danger !

Et il y a de quoi s'inquiéter quand on sait que le sort de milliers de personnes se trouve entre ses mains ...

Mais rassurez-vous, elle nous a montré un visage humain avec l'ouverture d'un nouveau centre à Tubize pour familles. Cette décision rentre dans le cadre de la nouvelle « politique d'humanisation » annoncée le vendredi 12 décembre 2008 par Mme Turtelboom et financée à concurrence d'un million d'euros par le pouvoir fédéral ! Avec ce budget, le gouvernement répond aux rêves de Mme Turtelboom de créer un nouveau centre fermé pour les étrangers difficiles et prévoit des travaux d'infrastructure ainsi qu'une augmentation des moyens destinés aux cinq centres fermés en Belgique.

En transférant les familles détenues dans les centres fermés vers les anciens bâtiments de la gendarmerie de Tubize et la ville flamande de Zulte, l'administration du ministre, l'Office des Etrangers, a expliqué que cette décision était plus humaine, surtout pour les enfants. Un détail que ces braves gens ont omis de nous signaler c'est que, même dans cette nouvelle gestion, l'expulsion et par conséquent, les traitements inhumains et dégradants, restent l'objectif premier de cette nouvelle politique « d'humanisation » avec ou sans Mickey dessiné sur les murs !

Enfin, il est important pour nous de vous rappeler que cette nouvelle parution des carnets noirs est le fruit d'un travail bénévole d'un groupe de citoyens belges extrêmement inquiets sur l'avenir de notre société, et qui espère à travers ce travail combattre les injustices créées par des lois qui criminalisent une partie de notre population et qui sait, peut être, un jour nous aussi !?



# Sommaire

<b>EDITO</b>	<b>3</b>
<b>SOMMAIRE</b>	<b>5</b>
 <b>DOSSIER : LEGISLATION RELATIVE AUX CENTRES FERMES</b>	
Promulgation de la loi du 15 decembre de 1980	6
1989 apparition des centres fermés : les lois Gol et Tobback	7
L'Europe ; Rapport LIBE	8
2008 Arrêts du Conseil d'Etat	10
 <b>DEBAT A LA CHAMBRE</b>	
Question parlementaire du député Z. Genot au ministre de l'Immigration A.Turtelboom	12
 <b>ACTUALITE POLITIQUE</b>	
Zulte et Tubize : les familles du VLD	14
10 ans d'exclusion par la région Bruxelloise	15
Extension de la régularisation	16
 <b>MANIFESTATIONS</b>	
11 avril 2009 : Les enchaînés du 127bis	17
Appel pour un 1er Mai de solidarité avec les travailleurs Sans-papiers !	18
10 mai 2009 : Rassemblement à Vottem	19
Zaventem : Expulsion de	20
 <b>LES OCCUPATIONS</b>	
VUB	21
ULB	22
Eglise du Béguinage	23
Occupation à l'Eglise St Cure d'Ars de Forest	23
St Louis	23
LLN	24
ISFSC	24
Liège	25
Namur	25

# DOSSIER

## Législation relative aux centres fermés

### *Historique de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

L'histoire des sans-papiers est liée, bien sûr, à l'histoire de l'immigration. Depuis la création de la Belgique, les industries sont nombreuses et le besoin de main d'œuvre est important. Entre 1920 et 1930 la Belgique fait appel à 170.000 étrangers. Mais lorsque la crise de 29 survient, elle décide de stopper l'entrée des étrangers. Après la seconde guerre mondiale, le besoin de main d'œuvre est plus que capital. Aussi, la Belgique conclut des accords bilatéraux avec certains pays tels que l'Espagne, la Grèce, l'Algérie ou la Turquie pour faire venir des travailleurs immigrés.

Au début des années 70, la crise économique mondiale se traduit par un important taux de chômage. Les portes se referment à nouveau. L'année 1974 est une année cruciale. Le gouvernement belge décide de mettre en place des politiques d'encouragement au retour qui vont se traduire par un échec.

Cette politique d'alternance est qualifiée de politique du « robinet ». On ouvre les frontières afin d'inciter les étrangers à venir travailler en Belgique par des promesses. Par contre, lorsque l'économie est défavorable on arrête l'immigration. La conséquence fut que de nombreux travailleurs se retrouvèrent sans statut administratif, lorsque la Belgique arrêta de délivrer des permis de travail en 1974. La politique de l'immigration dans ces années-là visait trois buts : l'arrêt de toute nouvelle immigration de travailleurs, l'encouragement du retour au pays et la régularisation des travailleurs clandestins.

Dans les années 80, la fameuse loi du 15 décembre sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers est promulguée. Elle définit cinq statuts encadrant les possibilités d'immigration en Belgique : le mariage, le regroupement familial, l'étudiant étranger, le statut de réfugié et la possession d'un permis de travail ou d'une carte professionnelle. Cette loi va concrétiser une politique de restriction. Elle va notamment définir les centres fermés et les cas dans lesquels l'étranger illégal pourra être détenu. C'est en 1989 que le premier centre fermé est créé. La loi va être revue constamment. Les articles relatifs à la détention, par exemple, vont être modifiés en 1993, 1994, 1999, 2004 et 2006. Ce qui montre

l'instabilité politique autour de la question.

Aujourd'hui, la loi sur l'accès au territoire prévoit que l'étranger peut être mis à la disposition du gouvernement dans un centre pendant 2 mois. La ministre ou son délégué, le directeur de l'office des étrangers, peut toutefois prolonger la détention pour

une période de deux mois. Le maintien total de la détention atteint les 8 mois. Normalement la détention ne peut être supérieure à 4 mois mais, sous l'ordre du ministre compétent ou de son délégué, la durée de détention peut aller jusqu'à 8 mois lorsque l'ordre public ou la sécurité nationale l'exige.

En outre, bien que la loi de 1980 ne le prévoit pas, il s'est avéré que de nombreux étrangers se sont retrouvés en centre fermé plus de 8 mois. L'interprétation qui est faite des dispositions organisant la détention permet en effet lorsque qu'une tentative de rapatriement se traduit par un échec, en raison de la résistance de l'immigré, de prendre une nouvelle décision de détention qui n'est pas considérée comme une prolongation.

L'enfermement des étrangers va se généraliser en Belgique; et cela bien avant que le gouvernement ne s'accorde sur les règles de fonctionnement applicables aux lieux de détention. Le premier arrêté royal réglant le régime des centres n'entrera en vigueur qu'en 2002 !

Entre-temps, plusieurs arrêtés seront pris pour donner une existence légale aux centres fermés. Le premier date du 09/03/1994 et définit le centre de Steenokkerzeel (centre 127bis) qui a, au départ, un statut égal à celui du centre de transit (127) situé dans la zone de transit de Bruxelles National à Zaventem. Ensuite il y a eu l'arrêté royal du 10/07/1998 qui, lui, définit le centre de Brugge et de Merksplas. Ils ont été créés suite au nombre important de détenus dans les autres centres. Le dernier arrêté définissant le centre de Vottem est promulgué le 13/05/1999.



## 1989 apparition des centres fermés

*Le premier centre fermé a été construit en 1988.  
Il s'agit du centre 127, à Melsbroek, situé au 127  
de la chaussée de Haecht (d'où son nom).*

Jusqu'à la fin des golden 80's, tout étranger se présentant à la frontière obtenait l'accès au territoire simplement en se déclarant réfugié. Ce n'était qu'a posteriori, lorsque l'asile était refusé, que l'immigré était maintenu dans un établissement pénitencier en vue de son éloignement. Sans qu'une réelle politique d'expulsion ne soit encore en place, à l'époque, les personnes sans autorisation de séjour étaient, elles aussi, en principe, envoyées en prison pour procéder à leur expulsion.

En 1987, le refus d'accès au territoire d'asile fut instauré pour les candidats réfugiés interceptés à la frontière. Ceux-ci étaient alors retenus dans la « salle d'hébergement » de la zone de transit au sein de l'aéroport. Les conditions de logement et d'hygiène de ce lieu valurent à la Belgique de nombreuses critiques<sup>1</sup>, lesquelles amenèrent les autorités à la construction du premier centre fermé de Belgique en 1988 : le centre 127 de Melsbroek.

La création de ce centre fut donc justifiée par des considérations « humanitaires ». Encore aujourd'hui pourtant, ce centre est composé de modules en préfabriqué, et n'est, si l'on en croit un rapport collectif de 2006, « pas du tout adapté à l'enfermement d'étrangers, en raison de sa vétusté et du mauvais état des infrastructures ». Les étrangers qui ne demandaient pas l'asile continuaient, quant à eux, à être détenus dans la salle d'hébergement, jusqu'à la construction du centre INAD en 1994 ; tandis que les personnes ayant pu s'infiltrer sur le territoire sans papiers, allaient encore en prison lorsqu'ils étaient arrêtés.

Les élections du 24 novembre 1991, marquée par la montée fulgurante du Vlaams Block, furent un tournant décisif dans la politique migratoire. C'était le premier d'une longue série de « dimanches noirs ». L'immigration devint la préoccupation de tous les parlementaires. Les socialistes, au pouvoir, décidèrent de réagir à la montée du fascisme. Enregistrant la vivacité du sentiment d'insécurité chez les citoyens, le gouvernement prit le parti de traiter les clandestins avec une plus grande sévérité. Pour espérer assimiler les étrangers régulièrement présents sur le territoire, l'idée fut de systématiser l'enfermement et l'expulsion des illégaux. Mais comme cela ne pouvait se faire avec les infrastructures pénitentiaires, et qu'il fallait aussi tenir compte de la minorité s'opposant à l'emprisonnement administratif, l'idée la plus mesurée parut être le développement de centres spéciaux pour étrangers.

C'est dans ce cadre que la loi Tobback, acte de naissance des centres fermés, fut votée le 6 mai 1993. Le centre de Merksplas vit le jour la même année. Celui-ci fut aménagé au sein d'une ancienne prison qui servit notamment, en 1938, à « parquer » les juifs qui fuirent l'Allemagne, pour éviter l'escalade de la xénophobie en Belgique. Entre 1993 et 1995, on ouvra trois autres centres fermés. Le « centre de rapatriement » 127bis à Steenokkerzeel, s'occupant des demandeurs d'asile dont la demande avait peu de chance d'aboutir. « Le refuge » à Bruges, également aménagé dans une ancienne prison. Enfin, le centre INAD pour les personnes arrêtées à la douane, à Zaventem. Un 6ème centre, plus moderne, fut installé à Liège en 1998.

Aujourd'hui, tous ces centres n'ont plus de fonction spécifique : ils renferment tous des personnes dans des situations très différentes (aucune demande, demandeurs d'asile déboutés, procédure en cours, etc.). Un ministère spécifique a été créé en 2007 pour se charger de l'immigration. Les libéraux flamands, à la tête de ce SPF, garde le cap établi pendant les années 90. Plus de 8000 personnes sont expulsées annuellement désormais. A chaque fois qu'une personne est enfermée, le VLD affiche implicitement sa volonté d'enrayer la montée de l'extrême droite.

Force est d'admettre, pourtant, que la radicalisation progressive de la politique d'immigration n'a pas entravé l'ascension de l'actuel Vlaams Belang. Depuis 1987, celui-ci n'a cessé, à chaque élection, de gagner du terrain sur les autres formations politiques. En 20 ans, le parti d'extrême droite flamand n'a pas perdu le moindre électeur, même à y regarder province par province. Il n'a jamais été aussi vigoureux et il est aujourd'hui le troisième plus grand parti du pays au nombre de voix récoltées. En Flandre, tous les partis sont désormais obligés de se coaliser pour l'empêcher de s'emparer du pouvoir.

Il est vrai, De multiples causes peuvent être à la base du succès du Belang. Toutefois, ce constat autorise les démocrates à se demander si la politique migratoire menée uniformément depuis les années 1980 par les socialistes et les libéraux n'a pas renforcé le fascisme. Il apparaît en effet de sérieuses raisons de penser qu'en faisant du sentiment d'insécurité le vecteur de notre politique d'immigration, nos gouvernements successifs aient légitimé (irréversiblement ?) ce sentiment auprès d'un électorat qui ne demandait qu'à être approuvé dans ses penchants racistes.

<sup>1</sup>Voyez notamment : « Rapport au Gouvernement de la Belgique relatif à la visite effectuée par le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) en Belgique du 14 au 23 novembre 1993 ; Strasbourg/Bruxelles, 14 octobre 1994.

<sup>2</sup>« Centres fermés pour étrangers : Etat des lieux » ; Aide aux Personnes Déplacées, Caritas International Belgique, le Centre Social Protestant, le CIRÉ, Jesuit Refugee Service Belgium, la Ligue des droits de l'homme asbl, le MRAX, Point d'Appui, le Service Social de Solidarité Socialiste, Vluchtelingenwerk Vlaanderen ; octobre 2006.

# DOSSIER

## Rapport de la délégation de la commission LIBE

Rapport de G. Catania, Parlement Européen, 2007

*Une délégation de quatre députés européens (dont G. Catania, Rapporteur) s'est rendue le 11 octobre 2007 dans trois centres fermés en Belgique. (INAD, 127, 127 bis) La visite avait pour but de recueillir des informations sur la façon dont les demandeurs d'asile et les migrants sont accueillis dans les centres fermés et de se rendre compte de la mise en œuvre des règlements et directives européennes en matière d'asile.*

### A) Observations du rapporteur

#### 1) Détention systématique

**L**e Rapporteur souligne que la nature même de la détention administrative temporaire est responsable en soi de la violation des droits de l'homme, et la notion de détention administrative est inacceptable d'un point de vue juridique. En fait, pour une faute de nature administrative, il est prévu une peine de privation de la liberté personnelle, en plus d'une durée souvent disproportionnée.

**C'est pour cette raison que les centres de détention sont à considérer comme des endroits que l'on ne peut tolérer et devraient donc être fermés. Ce serait là la première action permettant de repenser de façon concrète un autre mode d'accueil.**

Le rapporteur estime par conséquent que les demandeurs d'asile ne doivent, en aucun cas (comme le prévoient les conventions internationales), être soumis à la détention administrative. L'enfermement des étrangers touche à une liberté fondamentale, il devrait rester l'exception comme le souligne la jurisprudence de la Cour Européenne des droits de l'homme qui rappelle que d'autres mesures doivent être privilégiées.

La Belgique semble pourtant pratiquer de manière systématique et généralisée la détention

des demandeurs d'asile à la frontière ainsi que des demandeurs d'asile dans le cadre de la procédure « Dublin », quels que soient ces étrangers (familles, enfants) et quel que soit le risque de les voir se soustraire à l'Office des étrangers.

Depuis la nouvelle loi, les possibilités de détention des demandeurs d'asile ont été clairement élargies.

Les conditions pour le bon déroulement d'une procédure d'asile ne sont pas réunies en centre fermé: outre la pression psychologique forte du fait même de la détention, il est extrêmement difficile de communiquer avec le monde extérieur, d'obtenir l'avis d'un service social ou juridique indépendant, de récolter des informations utiles à la procédure.

En l'absence d'un véritable accès à un avocat, il est improbable de pouvoir introduire le recours dans les formes et délais requis. Ces délais, trop courts, sont une raison de préoccupation.

#### 2) Durée de la détention

La durée de détention est déjà excessive si l'on prend en compte les recommandations du Conseil de l'Europe, qui avait suggéré que ce type de détention soit limité à un mois. En pratique, l'enfermement n'est limité par aucun délai en Belgique puisqu'un nouveau délai recommence à courir lorsqu'une personne s'oppose à son expulsion.

La détention des mineurs

En Belgique, des enfants accompagnés et non accompagnés sont détenus dans les centres fermés. Selon les ONG, les chiffres seraient en augmentation.

La détention des enfants viole la Convention Internationale des droits de l'enfant, sans parler de la scolarisation interrompue. La Belgique a été récemment condamnée par la Cour européenne des droits de l'Homme pour la détention et le refoulement d'une mineure. La Cour avait considéré comme un traitement inhumain les éléments suivants: détention dans un centre initialement conçu pour les adultes, détention dans les mêmes conditions qu'un adulte sans tenir compte des besoins de son âge et de sa vulnérabilité extrême.



## sur la visite aux centres fermés pour demandeurs d'asile et immigrés de Belgique



Dans le rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur l'application de la Directive Accueil, la Belgique figure aussi parmi les pays qui refusent l'accès à l'éducation aux mineurs placés en détention ou le rendent impossible ou très limité dans la pratique. La Commission rappelle que cela est contraire à Directive Accueil.

La Commission note également que certains États membres, parmi lesquels la Belgique, ne disposent d'aucune procédure d'identification des demandeurs d'asile vulnérables et fait remarquer que l'on peut nourrir de sérieux doutes sur la manière dont les personnes ayant des besoins particuliers sont identifiées et sur le fait qu'elles le soient réellement dans les États membres dépourvus d'un tel outil.

Le Rapporteur souligne qu'en aucun cas, les mineurs ne devraient être détenus et que l'intérêt supérieur de l'enfant ne doit jamais être perdu de vue. Un État qui ne protégerait pas les enfants irait contre nos valeurs les plus hautes.

### 3) Manque d'information des migrants

Alors que la Directive Accueil et la Directive Procédures imposent des obligations claires d'information des migrants détenus, il ressort des témoignages des détenus une très mauvaise connaissance et compréhension des procédures, des droits, des recours possibles, ou encore simplement de ce qui va leur arriver. Cette carence d'informations s'est fait surtout sentir dans le centre «127 bis».

En ce qui concerne l'«NAD», ni les ONG, ni les visiteurs, ni les avocats n'ont accès à ce centre; ces derniers peuvent parler avec le migrant au poste de police. Pourtant, la Directive Procédures et la Directive Accueil insistent sur le fait que les avocats, l'UNHCR ou les ONG doivent pouvoir accéder aux centres dans lesquels les demandeurs d'asile sont logés. Des limites à cet accès ne peuvent être imposées qu'aux fins de la sécurité des centres (et non pas de l'aéroport voisin) et des locaux, ainsi que des demandeurs d'asile. Dans les autres centres visités, «127» et «127 bis», les ONG ont accès, mais il s'agit d'un droit précaire.

Un rapport récent commandé par la Commission note que « la plupart des résidents ne sont pas en

possession d'une brochure d'accueil ou d'information. Une large majorité des occupants ignorent qu'ils ont le droit de porter plainte. Ils n'ont pas toujours accès à un interprète. L'organisation d'un système de permanence pour les services médicaux pose problème dans quelques centres fermés. De nombreux résidents se plaignent du manque de suivi au niveau de leur santé mentale. Des problèmes sont observés quant à la nature et la qualité de l'assistance juridique. Même si aucun problème ne se pose au niveau de l'encadrement administratif, l'encadrement psychosocial peut quant à lui poser problème. Enfin, le respect de l'unité familiale aux demandeurs d'asile maintenus en centre fermé n'est pas garanti.

De plus, la scolarité pour les mineurs pose problème en centres fermés et ils sont enfermés avec les adultes en contradiction avec l'article 37c de la Convention internationale des droits de l'enfant. »

### B) Conclusions

1. La détention de certaines catégories de demandeurs d'asile, sans même prendre en compte la situation concrète des personnes qui font l'objet d'une mesure de détention, est inacceptable. La situation est d'autant plus choquante lorsque des personnes vulnérables sont placées en détention.
2. La promiscuité, le bruit, les pressions diverses, l'univers carcéral et la coexistence entre détenus font que les détentions (dans certains cas plus de 5 mois) représentent une dure épreuve supplémentaire imposée aux détenus.
3. La détention des citoyens communautaires dans des centres de détention pour ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier paraît choquante et disproportionnée. Les chiffres fournis par les autorités belges sont, à cet égard, préoccupants.
4. Le droit à un interprète et à recevoir les décisions le concernant en une langue qu'il comprend devrait être respecté pour tout ressortissant étranger faisant l'objet d'une décision des autorités belges.

<sup>2</sup> Arrêté ministériel du 23 septembre 2002.

<sup>3</sup> Annulation partielle de l'AR du 2 août 2002 (seuls certains articles sont annulés) et totale de l'AM du 23 septembre 2002.

# DOSSIER

## Arrêts du conseil d'Etat (decembre 2008)

### *concernant les réglementations sur les centres fermés sur la visite aux centres fermés pour demandeurs d'asile et immigrants de Belgique*

**I**l aura fallu attendre dix ans pour que le gouvernement belge fixe enfin les règles de fonctionnement des centres fermés après l'ouverture du premier centre en 1989 (arrêté royal du 4 mai 1999). A l'origine, cette réglementation devait notamment permettre de garantir le respect des droits de l'Homme, limiter le risque de décisions arbitraires ainsi que l'insécurité juridique. Cependant, jusqu'à ce jour, cette réglementation n'a pas cessé d'être remise en question par les juridictions.

En effet, sur recours de la Ligue des droits de l'Homme (LDH), le Conseil d'Etat avait annulé partiellement ce premier arrêté royal. C'est ainsi qu'en 2002, le gouvernement fut contraint d'en rédiger un nouveau (AR du 2 août 2002). Dans la foulée, le gouvernement avait également adopté un arrêté ministériel (AM)<sup>2</sup> relatif au fonctionnement de la Commission des plaintes que les détenus des centres peuvent saisir lorsqu'ils estiment leurs droits bafoués. Mais manifestement, les remarques Conseil d'Etat n'ont pas suffi puisqu'en décembre 2008, il se voit obligé d'annuler à nouveau ces deux réglementations<sup>3</sup>.

En effet, par un premier arrêt du 10 décembre 2008, le Conseil d'Etat a annulé plusieurs dispositions de l'AR du 2 août 2002. On relèvera notamment l'annulation de certaines limitations et restrictions sur les visites, de même que la limitation de la correspondance des détenus. Cette dernière limitation était définie de manière trop imprécise. Cela laissait la porte ouverte à des décisions arbitraires des directeurs de centres fermés concernant la limitation des échanges des détenus avec l'extérieur par correspondance ou le contrôle de leur courrier. Cela aurait pu poser problème pour les échanges de courriers entre les détenus et leurs avocats avec lesquels ils ont le droit de communiquer par écrit pour préparer leur défense. Sans compter qu'il s'agissait d'une violation de la Constitution puisque celle-ci prévoit un droit au respect de la vie privée et de la correspondance et que toute limitation aux droits constitutionnels ne peut être établie que par une loi.

La possibilité d'isolement sans avis médical de personnes qui présentent un risque de suicide a

également été annulée. Elle n'était pas appropriée en cas de tendance suicidaire et la laisser à la discrétion du directeur du centre, sans consultation d'un avis médical, était générateur d'arbitraire. Il suffisait de décréter un occupant suicidaire pour le placer en isolement.

Par contre, et c'est regrettable, la Ligue des Droits de l'Homme souligne que le Conseil d'Etat a maintenu les dispositions relatives à l'enfermement des enfants. Non pas que celui-ci cautionne l'enfermement des enfants mais il a estimé que leur détention est autorisée non pas par l'AR du 2 août 2002 attaqué par la Ligue des Droits de l'Homme mais par la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers. Pour mettre en cause la détention des enfants, peut-être serait-il intéressant de poser la question de la conformité des dispositions de la loi de 1980 par rapport au principe d'égalité à la Cour constitutionnelle...

Par un deuxième arrêt du 17 décembre 2008, le Conseil d'Etat a annulé l'AM du 23 septembre 2002 relatif à la Commission des plaintes au motif que le gouvernement n'avait pas consulté la section de législation du Conseil d'Etat, formalité pourtant obligatoire. Même si cette annulation intervient pour un motif technique, le gouvernement a dû reprendre un nouvel arrêté ministériel. Cela aurait dû lui permettre de rencontrer les critiques unanimes par rapport au fonctionnement de cette commission ; critiques provenant des associations de défense des droits de l'Homme, du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (CECLR) et du Comité contre la torture (CAT) de l'ONU. Ces organisations estimaient que la Commission ne fonctionnait pas de manière indépendante et impartiale et que le système devait être totalement revu. Un tel manque d'indépendance et d'impartialité augmente grandement le risque de décisions arbitraires.

Il est dès lors navrant de constater que la ministre de la Politique de migration et d'asile, Annemie Turtelboom (open VLD), n'a pas cherché le moins du monde à rencontrer ces critiques et a pris un nouvel arrêté ministériel en date du 23 janvier 2009 qui, selon la ligue des Droits de l'Homme, constitue à très peu de choses près, un « copié/collé » de

l'arrêté ministériel précédant. Sur base de ces constats, la Ligue des Droits de l'Homme a décidé de saisir à nouveau le Conseil d'Etat pour demander l'annulation de l'arrêté ministériel du 23 janvier 2009.

Au vu du caractère arbitraire de plusieurs articles annulés par le Conseil d'Etat concernant les différentes réglementations sur les centres fermés en Belgique, nous sommes tentés de faire le parallèle avec les réglementations concernant les critères de régularisation. C'est ainsi que nous émettons de sérieux doutes quant à la bonne fois de Madame Turtelboom lorsqu'elle affirme que la politique migratoire et particulièrement les critères de régularisation n'ont jamais souffert d'arbitraire. En outre, elle affirme qu'il n'y a jamais eu d'insécurité juridique. Pourtant, une législation qui change aussi souvent que celle qui régit le fonctionnement des centres fermés et la régularisation des étrangers, est intrinsèquement génératrice d'insécurité juridique. Les avocats ignorent le plus souvent les règles qui seront appliquées au client qu'ils défendent. Par exemple, que deviennent les meubles et autres biens des sans-papiers enfermés en vue d'une expulsion ? Les personnes arrêtées et enfermées soudainement ne peuvent jamais retourner chez elles les récupérer avant d'être expulsées. Il est en outre inquiétant de constater la contradiction de Madame Turtelboom commise lors des questions parlementaires du 1er avril 2009. Elle affirme d'abord que sa dernière circulaire du 27 mars 2009 portant sur les critères de régularisation met enfin un terme à l'insécurité juridique qui régnait. Et seulement quelques instants plus tard, sous la pression des critiques de Zoé Genot (député Ecolo), elle affirme exactement le contraire, à savoir qu'il n'y a jamais eu d'insécurité juridique (Chambre des représentants – Commission de l'Intérieur, des affaires générales et de la fonction publique, 2009, pages 9 et 11).



# DEBAT A LA CHAMBRE

## Chambre des représentants – Commission de l'Intérieur

05 Question de Mme Zoé Genot à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur « les nouvelles instructions de régularisation » (n° 12335)

### Zoé Genot (Ecolo-Groen!):

**M**adame la ministre, jeudi dernier j'interrogeais M. Van Rompuy sur la suite des négociations en matière de circulaire de régularisation. Il me disait que les négociations étaient compliquées et que pour avancer dans cette négociation, il continuait les contacts bilatéraux. Il a dû être surpris et enchanté de constater que vous ne continuiez pas les contacts bilatéraux et que, de façon unilatérale, vous émettiez une circulaire sur le site de l'Office des étrangers!

Je suis ravie que vous donniez, enfin, des instructions claires, car jusqu'à présent si, d'après vous, elles l'étaient, en réalité, c'était loin d'être le cas. Par contre, je suis beaucoup moins enchantée par le contenu de ces instructions particulièrement restrictives. (...)

Par ailleurs, je suis très mal à l'aise, eu égard aux nombreuses personnes qui assistent à ce petit jeu depuis des mois. (...) Pour ces personnes, ce qui arrive aujourd'hui est incompréhensible. Pourquoi certaines catégories sont-elles, soudainement, prises en compte, alors que tous ceux qui pouvaient, légitimement, conformément à l'accord gouvernemental, attendre un texte clair, ne le sont absolument pas?

Quelle est la concertation que vous avez eue sur ce texte avec le reste du gouvernement? Quelle suite pouvons-nous attendre en la matière? Quel est le personnel prévu pour traiter ce dossier? En effet, si on veut que la situation évolue sur la base de ces nouvelles instructions, du personnel doit être dégagé? Dans quel délai, les personnes répondant aux nouvelles conditions seront-elles prévenues de l'état d'avancement de leur dossier?

Eu égard au contenu, pourquoi les familles ayant introduit des dossiers de régularisation depuis plusieurs années mais pas de demande d'asile ne sont-elles pas concernées? Pourquoi les adultes sans enfants réunissant les mêmes conditions ne sont-ils pas concernés? Des catégories comme les adultes iraniens, sans enfants, sont inexpulsables, car on ne peut procéder à des expulsions vers l'Iran. Cette spécificité ne figurant pas dans



Annemie Turtelboom Source photo son site internet

la circulaire, ils continueront à être dans l'illégalité. Pourquoi ne sont-ils pas concernés? (...)

### La Ministre Annemie Turtelboom :

Vendredi dernier, dans les instructions destinées à mon administration, j'ai d'abord repris explicitement les critères existants en matière de régularisation et j'ai ensuite également donné ordre de régulariser temporairement les familles avec enfants en âge de scolarité, à condition qu'elles aient séjourné sur notre territoire pendant cinq années consécutives et qu'elles soient depuis une année au moins en attente d'une décision en vertu de l'ancienne procédure d'asile. (...)

Les demandes de régularisation déjà introduites seront également traitées sur la base de ces nouveaux critères. J'ai pris cette décision après m'être battue pendant plus d'un an pour arriver à un accord global sur tout le volet asile et migration. Un mois après ma prestation de serment, j'ai présenté un texte très précis. En juillet, j'ai constaté des difficultés insurmontables et au mois d'octobre est apparue la crise financière, qui a entraîné la chute du gouvernement. De janvier à mars, j'ai donné toutes les chances au premier ministre afin d'arriver un accord sur le dossier global de l'asile et de la migration. Lorsque j'ai constaté que l'on n'arriverait pas à un accord global, j'ai décidé de ne pas laisser tomber le groupe le plus mal loti. Ce groupe, à propos duquel il existe d'ailleurs un large consensus, a été pris en otage par l'exigence persistante d'une large régularisation.

Cela fait déjà un an que l'on discute de l'interprétation de notions telles que la connaissance de la langue, le travail, la volonté de travailler et les compétences. Les enfants qui vont à l'école parlent notre langue. Leurs parents souhaitent qu'ils aient un avenir chez nous, la meilleure voie étant celle de l'intégration par le travail. C'est donc sur la base des critères de la langue et de la volonté de travailler que j'ai élaboré mes instructions. Il y aura toujours des gens qui ne satisferont pas aux conditions. C'est inévitable à partir du moment où l'on fixe des critères. (...)

Par cette instruction et en reprenant les critères que mon prédécesseur Patrick Dewael a élaborés, je mets un terme à toute insécurité juridique. Je trouve les insinuations à cet égard totalement déplacées. Depuis des semaines, on a fait croire à l'opinion publique que nous ne souhaitons pas des critères clairs. Cette clarté, je viens de l'apporter. Mon choix s'est porté sur la situation humanitaire la plus urgente, la situation des familles avec enfants. Je les ai sorties de l'impasse qui risque d'exister encore pendant quelques mois, voire quelques années. Une ministre de la Migration est parfaitement compétente pour donner une instruction, pour rédiger une circulaire ou pour prendre un arrêté ministériel comme celui qui contient l'instruction. (...)

Je lance un appel à tous ceux qui ont réclamé des critères clairs ces dernières semaines d'aider également ces nouvelles familles avec des enfants régularisées à bâtir un avenir dans notre pays. Les demandes de régularisation seront, comme la législation le prévoit, traitées par l'Office des étrangers avec le personnel et le budget prévus à cet effet. Si ces moyens s'avéraient insuffisants, je demanderai des moyens supplémentaires. Il m'est impossible de préciser de combien de personnes il s'agit. Les sans-papiers n'étant pas enregistrés, je ne puis fournir de chiffres à cet égard.

### **Zoé Genot (Ecolo-Groen!):**

La ministre a entendu des signaux de la société civile. Selon ces signaux, Mme Turtelboom est inhumaine, elle ne tient pas compte de la situation des



gens et Mme Turtelboom ne sert à rien puisqu'elle n'a absolument rien fait pendant un an. Elle s'est alors dit qu'elle allait envoyer un peu de poudre aux yeux pour pouvoir prétendre le contraire.

Madame la ministre, vous nous dites avoir voulu que ces enfants scolarisés aient un avenir. Mais un grand nombre d'enfants scolarisés ne sont en rien concernés par cette circulaire! Tous les enfants dont les parents n'ont pas introduit de demande d'asile mais une demande de régularisation ne sont pas concernés. Pourtant, ces gens sont là depuis sept, huit, neuf ou dix ans et ils méritent eux aussi d'avoir leur chance – et leurs enfants méritent d'avoir accès à l'éducation.

On parle de scolarité obligatoire: les gens qui travaillent comme des fous pour envoyer leurs enfants à l'université ou dans une école supérieure ne seraient-ils pas concernés? Selon votre circulaire, tel serait le cas alors que ces jeunes devraient aussi être concernés. Vous avez dit mettre un terme à l'insécurité juridique, ce qui est une manière de reconnaître l'existence d'une grande insécurité juridique jusqu'ici. C'est intéressant.

Vous avez dit qu'il n'y aurait pas d'accord avant le 7 juin. Au moins c'est clair, on comprend dans quel genre de calendrier on se trouve: dans un calendrier électoral. (...)

### **La Ministre Annemie Turtelboom :**

(...)Mes critères sont clairs également. La conséquence, c'est qu'il y a toujours des exclus. Certains leur reprocheront sans doute de manquer d'amplitude mais personne ne peut leur reprocher d'être arbitraires.

Il n'y a jamais eu d'insécurité juridique, quoi qu'on puisse prétendre. D'ailleurs, j'ai inclus dans ma nouvelle instruction les critères existants, tels qu'ils ont toujours été appliqués, de façon à dissiper toute ambiguïté. (...)

# ACTUALITE POLITIQUE

## Les familles du VLD

*Depuis les dernières législatives, l'open VLD rappelle ne plus vouloir revivre le contrecoup électoral qu'a représenté la loi sur le droit de vote des immigrés. Il affirme ainsi son intention de maintenir une politique d'acier en matière d'immigration.*

**C**ependant, si la ministre en charge Annemie Turtelboom ne démérite pas, les condamnations récentes de la Belgique par la Cour européenne des droits de l'homme ont relativement porté atteinte à son image ; particulièrement en ce que des enfants étaient impliqués dans ces procès.

C'est ainsi que, face à la critique, la ministre déclare en juin 2008 dans la presse, notamment au quotidien De Standaard : « C'est la dernière année où des enfants seront encore enfermés dans des centres fermés pour sans-papiers ».

Elle promet la création d'un nouveau cadre, à mi-chemin entre les centres fermés et les centres ouverts, pour les familles volontaires pour l'expulsion. Celles-ci seront placées dans de confortables logements pour une durée de deux semaines environ. Un « coach » sera désigné pour les accompagner personnellement pendant la procédure et préparer leur retour dans leur pays, l'objectif étant d'arriver à un retour volontaire. Durant le séjour, les familles pourraient sortir librement jusqu'à 22 heures et fréquenter les commerces locaux. Autre point souligné par la ministre en débat parlementaire, les enfants pourraient, grâce à ce système, continuer à aller à l'école.

C'est au mois d'octobre que le programme se concrétise. Trois maisons sont entièrement rénovées à Zulte pour accueillir les familles. Satisfaite du résultat, madame Turtelboom déclare vouloir poursuivre dans la voie de l'humanisation des centres de détention en créant bientôt de nouveaux logements du même type.

Ce projet ne met toutefois pas fin à la présence d'enfants dans les centres fermés. Au mois de décembre 2008, la Ligue des droits de l'homme recense encore de nombreux enfants dans les différents centres du royaume. Le 15 février, à l'occasion d'une manifestation, la CRER discute, elle aussi, avec 5 filles et garçons en bas âge à travers les grilles du 127bis.

Interrogée sur le sujet, madame Turtelboom répond que son propos n'a jamais été de dire que toutes les familles d'étrangers seraient déplacées dans des logements semi-ouverts. Dans son esprit, les familles de sans-papiers interceptées à la frontière n'auraient jamais été visées.

On aurait peine à trouver une réponse si la création des centres pour familles n'avait pas été aussi semée de paillettes : Didier Reynders visitant les logements flamboyants neufs en sa qualité de

ministre de tutelle de la régie des bâtiments, les parents pouvant se détendre en allant faire du shopping et les enfants pouvant poursuivre leur scolarité, si minutieusement organisée alors que les familles ne sont censées rester dans les lieux que deux semaines...

On aurait peine à trouver une réponse si la création des centres pour familles n'avait pas été aussi semée de paillettes : Didier Reynders visitant les logements flamboyants neufs en sa qualité ministre de tutelle de la régie des bâtiments, les parents pouvant se détendre en allant faire du shopping et les enfants pouvant poursuivre leur scolarité, si minutieusement organisée alors que les familles ne sont censées rester dans les lieux que deux semaines...

Intriguée par l'élégance du projet, la CRER se rend à Tubize. La ministre de l'immigration vient d'y transformer l'ancien bâtiment de la gendarmerie en quatre beaux appartements, en compléments des logements de Zulte.

Arrivée sur place, l'association est autorisée à s'entretenir avec une famille. La jeune maman raconte comment elle est arrivée là : « Très tôt le matin, la police a débarqué chez nous. Ils nous ont ordonné de les accompagner sans aucune



explication. Nous n'avons pas eu le temps de prendre nos affaires, ni de comprendre pourquoi... » C'est une fois arrivé à Tubize qu'un agent de l'Office des Etrangers leur fait savoir qu'ils sont là pour « préparer » leur expulsion et que tout se passera bien s'ils sont coopératifs. Dans le cas contraire, s'ils essayent de fuir, l'Office donnera leur signalement à la police pour les arrêter et les expulser sur le champ.

Nous voilà donc informés de ce qu'il faut entendre par « candidat à l'expulsion », expression éminemment contradictoire au demeurant. Alors, finalement, qu'y a-t-il de neuf dans la politique du SPF

# ACTUALITE POLITIQUE

## 10 ans d'exclusion par la région Bruxelloise.

*Le 1 janvier 2009 cela a fait 10 ans que les personnes handicapées sans papier ou candidats réfugiés politiques ne peuvent plus être reconnues comme telles en région bruxelloise. Elles peuvent l'être si elles réussissent à prouver leur présence sur le territoire belge depuis plus de 5 ans.*



immigration si les familles ne sont pas plus volontaires qu'avant -pourquoi le seraient-elles ?- et que toutes les familles ne sont pas concernées ? A n'en pas douter, la réponse se situe dans un ajustement stratégique du VLD.

En effet, le parti n'est pas sans savoir que les belges sont historiquement sensibles à la cause des enfants. Bien qu'il ne puisse ignorer l'absurdité qui réside, d'une part, en la promesse d'un logement ouvert à certaines familles alors que d'autres continueront à moisir dans les centres fermés et, d'autre part, en la promesse de replacer, pour deux semaines, des enfants arrachés à leur milieu scolaire, il fait le pari que la création des centres pour famille sera suffisante pour s'attirer les faveurs du public à l'approche des élections.

Il semble bien que les nouvelles mesures soient, en elles-mêmes, bien plus importantes que l'objectif prétendu d'humanisation. L'attitude du personnel de l'Office des Etrangers, moins habitué au jeu politique que ses dirigeants, révèle clairement que l'intention n'est en rien d'établir plus de droits pour les étrangers, quelle que soit leur catégorie. Lorsque le 14 février, l'un de ses agents dit à la presse, en parlant des familles, « ... elles se rendent compte que c'est une chance de ne pas être en centre fermé avec des enfants », cela ne signifie-t-il pas que le nouveau traitement réservé aux familles « volontaires » pour l'expulsion relève de la faveur ?

Derrière l'« humanisation » des centres se cache l'obligation pour le VLD de s'adapter aux forces humanistes en mouvement. L'objectif reste l'expulsion et celui-ci est partiellement enrayé aujourd'hui. Aussi est-il essentiel pour l'« open » VLD de développer le nouveau système, propre à l'expulsion des familles. Mais puisque ces derniers, encore beaucoup plus coûteux que les centres classiques, n'auront jamais le rendement suffisant pour expulser toutes les familles d'étrangers sur le territoire, pourquoi ne pas en régulariser quelques-unes ?

**C**ela les exclut du décret relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées de la cocof. Cela les exclut de l'accompagnement et l'aide précoce, de l'accueil en centre de jour, de l'hébergement, de l'aide matérielle, de l'aide à la communication, de l'aide pédagogique, aux déplacements etc... et évidemment de l'aide à l'insertion professionnelle.

De plus les institutions qui hébergent des mineurs dans le cadre de ce décret reçoivent une partie de leurs subsides via les allocations familiales du jeune. L'absence d'allocations familiales pour les enfants résidants depuis plus de 5 ans en Belgique prive ces institutions d'une partie de leurs ressources. Par conséquent celles-ci sont obligées de limiter l'accueil des sans papiers, de ceux que l'administration ne reconnaît pas.

Cette situation les renvoie devant l'arbitraire de l'office des étrangers et de la ministre Turtelboom.



# ACTUALITE POLITIQUE

## Extension de la régularisation

*Le lendemain de la manifestation nationale pour l'anniversaire de l'accord de gouvernement sur la régularisation du 18 mars dernier, Herman van Rompuy reçoit une délégation des organisations et institutions ayant battu le rappel.*

**L**e Premier ministre se montre soucieux d'arriver rapidement à un nouvel accord, tout en faisant état des difficultés à surmonter. Selon lui, dans le climat pré-électoral actuel, il n'est pas aisé de négocier sur un dossier aussi polarisé. Pour dégeler la situation, le chef du gouvernement privilégie la prudence en organisant des contacts bilatéraux avec les ministres de l'immigration et de l'intégration sociale.

Après l'échec des dernières entrevues, plus personne ne pense voir le gouvernement reparler de sans-papiers avant les élections régionales du mois de juin, quand le VLD sort une circulaire le 26 mars. Une nouvelle catégorie de régularisation ouvre la porte à certaines familles d'immigrés. Les familles avec enfants scolarisés pouvant se prévaloir d'au moins cinq années de vie sur le territoire belge pourront être régularisées pour autant qu'une demande d'asile, suffisamment sérieuse pour qu'elle ait duré au moins un an, ait été introduite avant juin 2007.

Vu le contexte, la décision de madame Turtelboom est audacieuse, d'autant qu'elle est très restrictive comparée à l'accord de gouvernement dont la mise en œuvre est attendue depuis plus d'un an. Mais la catégorie de régularisation et son contexte d'apparition semblent suffisamment bien taillés pour réaliser une plus-value électorale :

Tout d'abord, selon maître Georges-Henri Beauthier, spécialiste en droit des étrangers, au moins 12.000 personnes seraient concernées par la circulaire étant donné la moyenne d'enfants par dossier. La mesure est donc assez vaste pour que la ministre obtienne, même de la part de ses opposants, quelques menus compliments. Cela lui permet de relâcher la pression sans que le corps

électoral de droite ne puisse lui reprocher de faire trop de concessions. En outre, la mesure n'est pas à même d'inquiéter l'électeur en proie au sentiment d'insécurité. De l'avis de maître Beauthier, les personnes ciblées par la circulaire ont été minutieusement sélectionnées par la ministre à cet effet.

Ensuite, elle répond à la critique la plus virulente selon laquelle elle ferait peu de cas des aspects humanitaires de la problématique des sans-papiers. Elle se positionne en actrice posée qui a attendu d'être certaine de ne pas pouvoir trouver

un accord global sur la régularisation avant de s'occuper des personnes les plus défavorisées. En agissant sans consultation des autres membres du gouvernement, elle reste maître du jeu, la mesure n'étant pas le fruit d'un compromis qui lui ferait perdre du terrain pour l'avenir.

Enfin, le VLD sait que la vitesse d'expulsion des familles va connaître une chute tant qu'on ne pourra pas plus investir dans les infrastructures de détention des familles, actuellement

limitées aux sept logements de Zulte et Tubize. Régulariser certaines familles ne change donc pas grand-chose, en pratique, puisque beaucoup d'entre elles ne sont pas expulsables.

Même si pour les sans-papiers restés sur le carreau, la déception est d'autant plus grande que l'injustice est profonde, nous aurions tort de ne pas nous réjouir pour les personnes qui entendent enfin une issue à leur calvaire. Mais ce serait faire la part belle à cette politique ouvertement électoraliste que de lui reconnaître une quelconque avancée humanitaire. Nous saluerions en effet l'empirisme dominant alors que le problème de l'immigration et de la régularisation reste fondamentalement une question éthique.





# MANIFESTATIONS

11 avril 2009 Les enchaînés du 127bis

*Quelque quatre-vingts personnes ont mené samedi dès 06h00 une « action de désobéissance civile » au centre fermé pour étrangers 127 bis à Steenokkerzeel. Les activistes ont été arrêtés administrativement par la police et emmenés en bus à la gare de Zaventem où ils ont été relaxés..*

**P**ar ces actions de désobéissance civile, nous voulons empêcher les expulsions, casser la machine à expulser, qui chaque année enferme, expulse et tue des personnes parce qu'elles n'ont pas les bons papiers.

Depuis plus de 3 ans, des occupations, de grandes manifestations, des grèves de la faim et d'autres actions de solidarité ont lieu pour envoyer un signal fort aux politiques. L'appel a été entendu, puis soigneusement oublié, ignoré et dissout dans un grand jeu « politicien » de rejet de responsabilités. Parce que rien ne change, que

qu'en Union Européenne, entre 25.000 et 100.000 immigrants sans papiers survivent dans des centres fermés. Rien qu'en Belgique, 8000 personnes sont détenues chaque année en centre fermé.

En ce qui concerne les expulsions, les chiffres sont d'autant plus effrayants : le nombre d'expulsions forcées a quadruplé en Belgique passant de 1871 (en 1999) à 7742 (en 2004) .

Ces politiques de fermeture assassines, tuent chaque année 10.000 migrants aux frontières de l'Europe Forteresse. Ces arrestations, enfermements et expulsions sont la conséquence d'une politique

**FERMETURE DE TOUS LES CENTRES FERMÉS !  
ARRÊT DES EXPULSIONS !  
RETOUR DES EXPULSÉS !  
REGULARISATION INCONDITIONNELLE DE  
TOUS LES SANS PAPIERS !  
LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION  
POUR TOUS !**

l'Etat Belge et l'U.E. continuent cette exclusion et violence systématique nous n'avons d'autre choix que de désobéir et agir, dans la continuité de l'année 2008 pendant laquelle d'autres centres fermés ont été bloqués.

Des milliers d'êtres humains sont arrêtés et enfermés dans des centres fermés, au nom de notre sécurité, de notre économie, de notre peur de l'autre. Ils n'ont pourtant rien fait d'autre que d'avoir passé les frontières dans l'espoir d'une vie meilleure pour eux et leurs familles. On estime

européenne de gestion des flux migratoires.

Nous ne pouvons pas accepter un monde dans lequel les projets de société se construisent sur

l'enfermement et la répression. Nous exigeons la fermeture des centres fermés, l'arrêt des expulsions, la liberté de circulation et la régularisation de tous les sans papiers.

Le monde appartient à tous et nous refusons qu'une sélection soit faite au nom d'un système de profit où la production prime sur la liberté de tous.

# MANIFESTATIONS

Comité d'Action et de Soutien aux Sans-Papiers (CASSP, FUSL)  
Collectif de Soutien aux occupants (CoSou, UCL) Comité d'Ac-  
tions et de Soutien aux sans-papiers de l'ULB (CAS-ULB) Comité  
de Soutien aux Sans-papiers de Namur (CoSSNam, FUNDP) Grou-  
pe d'Etudiants de Soutien aux Sans-papiers (GEST-ISFSC) Steun  
en Aktie Comité (VUB) Comité d'Action et de Soutien de l'HELB  
(CAS-HELB) Collectif de soutien médico-social de l'ULB

## Les travailleurs du Nord et du Sud ne paieront pas la crise ! Appel pour un 1er Mai de solidarité avec les Travailleurs Sans-papiers !

**L**e 1er Mai est un jour de célébration de la lutte sociale internationale, qui nous rappelle que nos acquis ont été gagnés au prix de luttes ardues. Les « sans-papiers » vivent dans nos sociétés sans accès à ces droits. Ces travailleurs du Sud, isolés, délocalisés de l'intérieur, colonisés dans la métropole, ne bénéficient d'aucune victoire sociale telle que le salaire minimum, les conventions collectives, l'assurance maladie, la sécurité sociale, les congés payés,... En plus de cette situation de semi-esclavage, ils sont menacés en permanence d'être arrêtés, enfermés et expulsés. Ils vivent dans la peur et se cachent, sans pouvoir revendiquer leurs droits sur leur lieu de travail. A ce titre, ils nous rappellent bien que nos droits ne survivent que dans un combat de tous les jours.

De toute évidence, ceux à qui profite cette situation peuvent compter sur le gouvernement, quelle que soit sa couleur, qui maintient ces hommes et ces femmes dans la clandestinité et consacre des millions pour organiser cette politique de l'exclusion et de la peur. Alors qu'en matière de régularisation, plus rien n'a été fait depuis 1999, la répression de la misère, elle, s'accroît toujours. Du petit patron aux grosses entreprises usant de la sous-traitance en chaîne, tous utilisent cette main d'œuvre flexible et bon marché pour se défaire de leurs cotisations sociales et accroître leurs profits.

L'hypocrisie institutionnalisée : le gouvernement belge – parfaitement au courant de la surexploitation des sans-papiers – continue sans honte à se définir comme un pays « démocratique et respectueux des droits de l'Homme », tout en consacrant dans les faits l'impunité des employeurs par la non-application des sanctions pénales et le blanchiment d'argent : les revenus procurés par cette filière illégale sont blanchis par la consommation des sans-papiers (se nourrir, se loger, se soigner, etc.). Pour ces raisons, l'absence de régularisation incrimine bel et bien l'ensemble de la population.

Dans un contexte de progression du chômage, on pourrait affirmer que les sans-papiers « volent » le travail des travailleurs réguliers, mais le système est plus pernicieux. En effet, en utilisant les sans-papiers dans des conditions imposées par l'employeur,

auxquelles nul travailleur belge ne voudrait être soumis, patrons et gouvernement font pression sur le marché du travail en nous disant à tous : « Si tu refuses des conditions de travail plus dures, je te vire. Il y a beaucoup de gens qui prendraient ton job ». L'ensemble des étudiants et des travailleurs, avec ou sans papiers, se doit de refuser ce chantage organisé et lutter pour les mêmes droits pour tous ! C'est unis et non divisés que les travailleurs de ce pays ont acquis leurs droits, c'est unis qu'ils les consolideront. Défendre les plus faibles d'entre nous n'est-il pas le moyen le plus efficace de nous défendre tous ? Voilà le message du 1er Mai.

Dès lors, tandis que la crise du système capitaliste s'approfondit, pressant toujours plus le patronat et le gouvernement à maintenir ces hommes, femmes et enfants dans l'exploitation et la répression ; tandis que le pouvoir d'achat diminue, que les licenciements se multiplient alors que les banques et les entreprises se voient allégées en cotisations patronales et assistées à coups de milliards ; tandis que les mouvements sociaux ne cessent de s'amplifier en Grèce, en France, en Guadeloupe, en Italie, en Espagne,... contre les mesures de précarisation des travailleurs et des jeunes, contre les coupes sombres dans les dépenses des services publics, contre les réformes de privatisation de l'enseignement, contre le fichage et le durcissement du régime, il est urgent de s'unir, étudiants, travailleurs avec et sans papiers, afin de lutter pour un meilleur salaire, un meilleur emploi, pour des papiers et pour le droit au travail décent pour tous !

En ce 1er Mai 2009, les travailleurs sans-papiers et les comités d'action et de soutien appellent l'ensemble des étudiants, des travailleurs et des organisations syndicales, ainsi que toute autre organisation et collectif, à les rejoindre et à manifester ensemble en signe de solidarité. A Bruxelles, la manifestation partira de l'Office des Étrangers, Place Simon Bolívar, à 13h30 pour rejoindre le cortège syndical de la FGTB à 15h30, au siège de la FMSB, 111 Rue du midi, jusqu'à la Place Rouppe. Soyez à nos côtés afin de faire de ce 1er Mai un jour de mobilisation et de solidarité de tous les travailleurs, d'ici et d'ailleurs, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers !

CRACPE, Collectif de Résistance Aux Centres Pour Etrangers, avec le soutien de : ABP, Association Belgo-Palestinienne, Liège ; APED, Appel Pour Une Ecole Démocratique; ATTAC Liège ; la Braise, asbl ; CADTM, Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde ; CAL, Centre d'Action Laïque, province de Liège ; Cercle Gramsci; C'est des Canailles; CHOC, Collectif Herstalien d'Opposition aux Centres fermés ; CRER, Bruxelles ; CSC Liège -Huy -Waremmes ; ECOLO ; FGFB Liège-Huy-Waremmes ; FPS, Femmes Prévoyantes Socialistes ; Fraternité séculière Charles de Foucauld (Belgique Sud) ; Front antifasciste; les Grignoux, asbl ; LCR, Ligue Communiste Révolutionnaire ; OSP, Organisation pour les Sans Papiers, Liège ; Point d'Appui, asbl ; PTB, Parti du Travail de Belgique ; Riposte ; Territoires de la Mémoire ; Udep, Union pour la Défense des sans Papiers Liège ; Vie Féminine (premiers signataires)...

# MANIFESTATIONS

CRACPE-Liège

**Rassemblement dimanche 10 mai 2009 à 14h  
Place Saint- Lambert (Liège) et manifestation  
jusqu'au centre fermé de Vottem.**

**Suppression des centres fermés pour  
étrangers • Arrêt des expulsions**

**Esclavage moderne, stop !  
Régularisation des sans papiers**

**A**lors que les raisons de migrer se multiplient - guerres, dictatures toujours présentes, inégalités Nord-Sud amplifiées par la mondialisation de l'économie, catastrophes climatiques... -, l'Etat belge persiste dans une politique d'asile et d'immigration très restrictive, c'est-à-dire refuse d'octroyer un titre de séjour à la plupart des migrants qui sont arrivés ici.

Une des conséquences de cela est la détention d'étrangers dans des centres de rapatriement, les centres fermés pour étrangers. Vottem est l'un de ces centres. Depuis son ouverture en 1999, plus de 10.000 personnes y ont été détenues !

Le gouvernement belge, comme ceux d'autres pays de « l'Europe forteresse », en refusant le droit au séjour à ceux qui cherchent un accueil, ne laisse d'autre choix que celui de la clandestinité. La clandestinité, c'est la précarité, et souvent l'exploitation, dont profitent des secteurs importants de notre économie : agriculture, construction, textile, Horeca, nettoyage, services aux personnes... Face à cet esclavage moderne, et face à cette politique gouvernementale hypocrite, l'urgence de la mise en œuvre d'une politique de régularisation s'impose : elle seule permettra de mettre fin à la concurrence entre deux marchés du travail parallèles et à cette précarité inacceptables...

**VOTTEM, CAMP DE LA HONTE,  
10 ANS DÉJÀ ..., JE NE L'ACCEPTE TOUJOURS PAS !**

Depuis 2005, la capacité du centre et le nombre d'expulsions à partir du centre n'ont cessé d'augmenter...

Les centres fermés pour étrangers constituent la négation des droits humains les plus élémentaires ! La violence y est banalisée : il s'agit de briser toute résistance à l'expulsion. Ainsi chaque jour des personnes sont mises en isolement et au cachot ...

Chaque jour également à l'aéroport de Bruxelles National, en l'absence de tout contrôle démocratique, les « expulsables » sont menottés aux poignets, voire « saucissonnés », c'est à dire ont tout le corps ligoté pour pouvoir être embarqués de force dans l'avion. Coups, blessures, insultes à caractère raciste ont été dénoncés à maintes reprises.

Nous voulons rappeler que :

- les centres fermés sont des prisons déguisées pour des personnes qui n'ont commis d'autre délit que de ne pas être en ordre de papiers
- cette politique signifie l'expulsion vers la dictature, la guerre, la misère... au mépris du respect des Droits Humains et des attaches qui ont été créées en Belgique !

Depuis novembre 2005, de nombreuses manifestations ont eu lieu, plus de 60 lieux en Belgique ont été occupés par des sans papiers soutenus par leurs voisins, leurs voisines, la société civile.... En mars 2008 enfin, un accord gouvernemental a été adopté. Il prévoit une régularisation sur base de l'ancrage local durable, des promesses d'embauche ... Aujourd'hui, cet accord, bien qu'il définisse un cadre très minimal, n'est toujours pas exécuté. Pourtant de nouveaux soutiens apparaissent : les différentes communautés philosophiques et religieuses, les universités...

Les sans papiers ne peuvent plus attendre : depuis 2000, plus rien n'a été obtenu. Nous ne pouvons plus accepter que la grève de la faim soit devenue un « critère » privilégié pour obtenir la régularisation ! Continuons à nous mobiliser pour une véritable régularisation !

**Contact : 04. 232 01 04 de 17h à 18h30 du lundi  
au vendredi, [cracpe@skynet.be](mailto:cracpe@skynet.be)  
Editeur responsable : Jacques Chevalier, 198, rue  
de Visé, 4602 Cheratte.**

# MANIFESTATIONS

## Zaventem : Expulsion de...

*Suite a l'appel du CRACPE de Liège, la CRER a tenté d'arrêter l'expulsion de Mr Oscar Gamboa en se rendant le 9 avril, vers 7h du matin, à l'aéroport de Zaventem pour s'entretenir avec les passagers.*

### L'appel

**A** l'intérieur de l'aéroport de Zaventem il existe un espace consacré à l'expulsion, cet endroit échappe à tout contrôle démocratique, aucune présence extérieure n'est tolérée. C'est ici que l'on constate la grande partie des violences et traitements barbares lors des expulsions. Sur cette photo, les camionnettes utilisées par l'Office des Etrangers entre les centres fermés et l'avion.

Ce jeudi 9 avril 2009, l'Office des Etrangers compte procéder à la déportation vers la Colombie de Monsieur Oscar Fabian GAMBOA. Celui-ci nous demande de tout faire pour empêcher son expulsion, il est actuellement enfermé à Vottem. Il devrait être déporté par le vol 3721 de Brussels Airlines de 8 h 55 vers Bogota avec escale à Madrid.

### PRÉSENCE MILITANTE À ZAVENTEM À 6 H 55

Protest-mails : [info@brusselsairlines.com](mailto:info@brusselsairlines.com) en principe ce mail fonctionne c'est celui renseigné dans les Pages d'Or sur le net.

**Merci pour lui.**

Voici un Fax envoyé par un citoyen Belge à Brussels Airlines



*Chers membres de Brussels Airlines,*

*Ce jeudi 9 avril 2009, l'Office des Etrangers compte procéder à la déportation vers la Colombie de Monsieur Oscar Fabian GAMBOA, actuellement enfermé à Vottem.*

*Il devrait être déporté par le vol 3721 de Brussels Airlines de 8 h 55 vers Bogota avec escale à Madrid.*

*Pourriez-vous vous opposer à cette déportation ou, du moins, faire tout ce que vous pouvez pour l'empêcher?*

*En vous remerciant.*

# LES OCCUPATIONS

## Occupation du parking sous terrain de l'université Flamande VUB de Bruxelles

*Solution provisoire pour les grévistes de la faim de la VUB*

**L**es 103 sans-papiers qui étaient hébergés dans un garage de la VUB ont interrompu leur grève de la faim, après 59 jours. Ils exigeaient une régularisation définitive de leur situation mais ont finalement accepté une solution provisoire qui leur permet de rester trois mois de plus, légalement, en Belgique. Les 103 sans-papiers d'origine africaine qui menaient depuis 59 jours une grève de la faim dans un parking de la VUB ont cessé leur action après avoir obtenu un permis de séjour de trois mois, ont indiqué jeudi leur porte-parole.

fenêtres et de système d'aération, où ils sont installés depuis le 16 février. La plupart d'entre eux restaient couchés sur des matelas alignés dans la pénombre, a constaté un journaliste de l'AFP.

*« On a opté, à l'unanimité, pour la carte orange, parce que ça ne sert à rien de persister quand les gens sont entre la vie et la mort », explique M. Diarra. « Donner des papiers à un cadavre, ce n'est pas une victoire », ajoute-t-il. Si la plupart des ex-grévistes espèrent décrocher un contrat de travail leur ouvrant la voie à une régularisation, l'Office des étrangers a déjà averti que la*



« Ils ont pris leur première soupe hier soir, puis ils passeront progressivement à des soupes plus épaisses. La priorité, c'est de rétablir leur santé pour qu'ils puissent chercher un logement et un travail afin d'obtenir une régularisation », a expliqué Omar Diarra, un porte-parole des sans-papiers. Après un bras-de-fer de près de deux mois, l'Office des Etrangers, qui dépend du ministère de l'Intérieur, a décidé mercredi de leur délivrer une « carte orange » autorisant un séjour de trois mois en Belgique « pour raisons médicales ou humanitaires ». Les 103 sans-papiers occupaient toutefois encore jeudi matin le parking sous-terrain de l'université flamande de Bruxelles, dépourvu de

carte orange ne permettait pas en principe de travailler, laissant présager de déceptions futures. Les permis accordés aux grévistes de la VUB sont par ailleurs loin de régler la question des quelques 100.000 demandeurs d'asile présents en Belgique. Des centaines d'autres grévistes de la faim poursuivent leurs actions à l'université francophone de Bruxelles (ULB) et dans plusieurs églises. Les directives devant clarifier les critères de régularisation, promises par le gouvernement il y a un an, ne sont toujours pas finalisées en raison de divergences au sein des partis de la majorité. afp)

## Occupation de la salle Omnisport de l'université Francophone ULB de Bruxelles

*Plus de 280 personnes sont en grève de la faim à l'ULB, suite à la non assistance aux personnes en danger nous avons organisé le 2 avril une conférence de presse, voici un article qui résume bien les prises de position sur la question.*

### Sans- papiers : les grèves de la faim et leurs conséquences

**Ce jeudi 2 avril, une conférence de presse a eu lieu à l'Université Libre de Bruxelles (ULB) qui rassemblait chercheurs et médecins, indignés par le sort des sans-papiers. Tous voulaient témoigner des conséquences médicales et sociales de la politique d'immigration, après avoir appris que le kern des ministres avait décidé de reporter au-delà des élections l'application de l'accord gouvernemental.**

**P**our rappel, cet accord conclu en mars 2008, nécessita la fameuse circulaire de la ministre de l'asile, pour devenir effectif. C'est Matteo Alaluf, professeur de sociologie à l'ULB, qui a ouvert le feu: «Il faut dénoncer le cynisme de la ministre (Annemie Turtelboom)», s'emparte-t-il. «Elle pousse les sans-papiers à la grève de la faim.» Et le professeur ajoute qu'il faut «dépolitiser le problème» car «c'est un drame humanitaire qui se joue.»

Michel Roland, un médecin qui suit les sans-papiers, s'alarme du recours quasi systématique aux grèves de la faim car cela laisse des séquelles irréversibles. «Ils souffrent de douleurs à l'estomac, leur tension baisse ce qui provoque des chutes et des fractures - le cœur ralentit et ils finissent par avoir des problèmes de vue et d'ouïe». Le médecin ne s'attardera pas plus longtemps sur les dommages physiques car il veut surtout pointer les séquelles psychologiques laissés par le jeûne: «Les sans-papiers entrent dans un état d'anxiété aigu, ils deviennent incapables de raisonner et ils alternent les moments d'euphorie et d'abattement profond.» dénonce-t-il.

#### Pas assez de médecins

Michel Roland lance également un appel à l'aide à la communauté médicale afin que davantage de médecins assurent le suivi des grévistes de la faim. «Si on prend en compte le nombre de sans-papiers grévistes, il faudrait entre 50 et 100 médecins pour un suivi régulier. Or nous sommes seulement entre 10 et 20 médecins pour nous occuper de tous.» Michel Roland est en colère contre les pouvoirs publics qui «doivent prendre leurs responsabilités». Il explique la position inconfortable dans laquelle lui et ses confrères se trouvent: «Le fait qu'il y ait des soignants cautionne les grèves de la faim. Or, nous ne soutenons pas ces grèves. Mais on ne peut pas laisser tomber les sans-papiers.» Michel Roland tempête et assène que les médecins «ne sont pas les rustines du politique!»

Marianne Prevost, sociologue de la santé, égrène les histoires de personnes en situation illégale qu'elle a rencontrées. «Je me souviens d'un Algérien qui était sur le

territoire depuis huit ans. Il a participé à une grève de la faim qui a duré trente jours et tous ont été évacués manu militari par la police. Ils n'avaient nulle part

où aller.» La sociologue fustige l'attitude du gouvernement car les sans-papiers «n'imaginaient pas être traités comme ça dans un pays démocratique». Marianne Prevost affirme que ce ne sont pas les grévistes de la faim qui sont hors-la-loi mais l'État lui-même. Et de conclure que ça ne peut que pousser les gens à commettre des «actes désespérés.»

#### Le parcours du combattant

Marie-Jeanne Widmar, qui travaille dans une maison médicale, regrette le manque d'accès aux soins pour les personnes en situation illégale alors que la Belgique dispose d'une législation «exemplaire» en la matière. «Dans les faits, seules 14% d'entre elles en bénéficient alors que ces soins devraient être accessibles à tous.» Et de continuer: «pour avoir droit à cette aide médicale, il faut obtenir un certificat attestant de l'urgence des soins. Et l'appréciation est laissée aux médecins.» Certains médecins ne délivrent pas ce sésame, estimant qu'il n'y a pas urgence. L'aide-soignante cite le cas de sans-papiers que l'on a refusé de soigner alors qu'ils étaient diabétiques ou qu'ils s'étaient fracturé un membre.

Oscar Flores, président du CRER (Coordination contre les Rafles, les Expulsions et pour la Régularisation) affirme qu'il faut ramener le problème des sans-papiers à ses causes. «Le flux migratoire existe à cause des guerres et des crises économiques. C'est le système économique qui jette les gens sur les routes!» Il veut détruire le mythe du «nous accueillons toute la misère du monde chez nous.» Ce sont des arguments populistes. Seul un infime pourcentage (0.01%) des personnes qui fuient leur pays arrivent en Europe.»

#### Une politique criminelle

Matteo Alaluf estime que «les grévistes ne font pas avancer leur cause car la ministre se sert d'eux pour ne pas faire avancer les choses. Cela déplace le problème.» Il explique que lui et ceux qui soutiennent les sans-papiers présents à l'ULB ont tout fait pour les dissuader d'entamer une grève de la faim. «Ils nous rétorquent que d'autres avant eux ont obtenu quelques mois de sursis.» Le professeur de sociologie parle de «barbarie» dans le chef de la ministre car les grèves de la faim se sont «démultipliées». Il martèle qu'Annemie Turtelboom doit «arrêter ce jeu de l'arbitraire administratif.» Autrement, elle sera «responsable d'avoir laissé mourir des gens.»

# LES OCCUPATIONS

## Occupation de l'Eglise du Béguinage de Bruxelles.

*Sans-papiers : grève de la faim à l'église du Béguinage*



**L**es quelque 230 occupants sans-papiers de l'église du Béguinage à Bruxelles ont entamé depuis deux jours une grève de la faim en vue d'obtenir la régularisation de leur situation.

Les 170 hommes et 60 femmes occupent

l'église du Béguinage depuis le

20 janvier dans l'espoir de pouvoir être régularisés sur base d'une circulaire, dont l'élaboration a été annoncée dans l'accord du gouvernement de mars 2008. Après avoir mené des actions régulières auprès de représentants politiques et de l'Office des Etrangers, les occupants sans-papiers de l'église du Béguinage estiment que la grève de la faim est leur dernier recours. Le curé néerlandophone de l'église, Daniel Alliet, a déclaré qu'il n'approuvait pas le choix des occupants d'entamer une grève de la faim mais qu'il continuait à les soutenir dans leur action. «Quand une personne tente de se suicider, la famille ne doit pas être là pour juger mais pour comprendre les raisons qui poussent cette personne à commettre cet acte», a-t-il dit. (Belga)

## Occupation à l'Eglise St Cure d'Ars de Forest



**C**ette Eglise est occupée par les sans papiers depuis bientôt 3 ans. Suite à une grève de la faim l'année dernière plusieurs personnes ont reçu un titre de séjour

provisoire de 3 mois renouvelable.

Dernièrement ces cartes temporaires n'ont plus été prolongées par l'Office des Etrangers, une trentaine d'entre eux ont initié une nouvelle grève de la faim début avril.

## Occupation de la faculté universitaire St Louis

*Des sans-papiers hébergés par les Facultés Saint-Louis*

Rédaction en ligne mercredi 11 mars 2009, 21:12

**U**n groupe d'une cinquantaine de sans-papiers est hébergé depuis lundi par les Facultés universitaires Saint-Louis au 43 du

boulevard Botanique à Bruxelles, a indiqué le CIRE (Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Étrangers).

Saint-Louis rejoint ainsi les premières universités francophones et néerlandophones (ULB, UCL, KUL) à avoir ouvert ces derniers mois leurs portes à des groupes de sans-papiers. Début du mois, les six universités flamandes avaient annoncé, lors d'une réunion du Conseil universitaire flamand (Vlir), qu'elles apporteraient leur soutien aux sans-papiers. Une concertation avec les universités francophones devait permettre de discuter de la « répartition » de l'accueil des sans-papiers. Les sans-papiers réclament, avec des recteurs, des professeurs, des étudiants, des syndicalistes, des citoyens et des ONG que l'accord gouvernemental en matière de régularisation des sans-papiers soit tenu rapidement et correctement, rappelle le CIRE.

Depuis quelques jours, tous les occupants sans-papiers du hall des sports de l'ULB sont en grève de la faim, a annoncé mercredi l'association 'Recht op Migratie'. Les quelques occupants qui ne désiraient pas mener une grève de la faim ont quitté le bâtiment, a dit Pol Van Camp, porte-parole de Recht op Migratie. Les occupants sans-papiers de la VUB en sont, quant à eux, à leur 23ème jour de grève de la faim. Mercredi prochain, soit un an après l'accord de gouvernement, diverses associations et comités de soutien organiseront une journée de mobilisation sur la question de la régularisation des sans-papiers à Bruxelles et partout dans le pays. A cette occasion, une manifestation sera organisée et une pétition de soutien aux sans-papiers sera remise au 16 de rue de la Loi, a annoncé le CIRE.(Belga)



# LES OCCUPATIONS

## Occupation a Louvain la Neuve

*Il y a un nouveau lieu d'occupation pour une centaine de sans-papiers à Louvain-la-Neuve, sur le site du campus universitaire. Les autorités de l'UCL et l'Assemblée générale des étudiants soutiennent l'action de ces sans-papiers.*



**U**ne centaine de sans-papiers se voit proposer dès ce vendredi matin, des locaux à Louvain-la-Neuve. L'assemblée générale des étudiants, l'AGL, a convaincu l'Université catholique de Louvain d'accueillir ces sans-papiers dans les locaux de l'ancienne poste. Les étudiants de l'AGL demandent l'arrêt des expulsions et des détentions en centres fermés, ainsi que l'application de la circulaire de régularisation prévue par l'accord gouvernemental.

Brabant wallon

Par ailleurs, les membres de la plate-forme de solidarité avec les sans-papiers en Brabant wallon, a fait le point, jeudi, sur les actions menées depuis plusieurs mois. Essentiellement, des actions de sensibilisation du grand public et des pouvoirs communaux. Dix-huit des vingt-sept communes brabançonnaises ont ainsi adopté une motion d'interpellation du gouvernement fédéral, avec des exigences semblables à celles de l'association des étudiants. (A. L. avec M. Pauss)

## Occupation de l'ISFSC

*L'ISFSC ouvre ses portes aux sans papiers*

Ecrit par Marine Hubert - 24 mars 2009

**D**epuis le vendredi 20 mars, une vingtaine de sans-papiers issus du Collectif des Réfugiés pour l'Intégration et la Citoyenneté (CRIC) occupent les locaux de l'Institut Supérieur de Formation Sociale et de Communication (ISFSC). Une occupation journalière qui se veut avant tout symbolique. Après les universités, les hautes écoles!



Source Photo [journalistic.ulb.ac.be](http://journalistic.ulb.ac.be)

En décembre 2008, naissait à l'ISFSC, le GEST, le Groupe d'Etudiants de Soutien aux sans-papiers. Aujourd'hui composé d'étudiants et de professeurs, le GEST collabore avec le CRIC qui rassemble des demandeurs d'asile de longue date originaires du Népal, d'Iran et d'Algérie. Dans la foulée des activités du GEST, un objectif : sensibiliser un maximum de monde à la cause des sans-papiers. Mais le groupe d'étudiants insiste sur la valeur symbolique de cet accueil. «Le but est d'inscrire cette occupation dans un mouvement de sensibilisation et d'expression afin de susciter un réel échange interculturel avec les sans-papiers» confie Julie Stroobants, membre du GEST. , un objectif : sensibiliser un maximum de monde à la cause des sans-papiers. Mais le groupe d'étudiants insiste sur la valeur symbolique de cet accueil. «Le but est d'inscrire cette occupation dans un mouvement de sensibilisation et d'expression afin de susciter un réel échange interculturel avec les sans-papiers» confie Julie Stroobants, membre du GEST.

Soirées cinéma et débats autour du thème de l'immigration, cours de français donnés par les étudiants, exposition d'un photographe sans-papiers, organisation du nouvel an népalais, autant d'occasions pour les sans-papiers, étudiants, professeurs et voisins de pouvoir partager leurs mondes. Le GEST a rejoint la Fédération inter-universitaire et entend ainsi «montrer aux autorités académiques et politiques ainsi qu'à l'opinion publique que les étudiants de l'ISFSC ne soutiennent pas la politique d'immigration actuelle et qu'ils désirent les mêmes droits pour tous. Notre revendication première est l'application de l'accord gouvernemental signé en mars 2008.»

**Pour plus d'informations, n'hésitez pas à contacter le GEST : [Comitesoutien.isfsc@gmail.com](mailto:Comitesoutien.isfsc@gmail.com)**



# LES OCCUPATIONS

## Occupation à Liège

*Le comité de soutien aux sans papiers de la ville de Liège tente, depuis plusieurs semaines, de rejoindre le mouvement national de lutte.*

**C**e mouvement national s'organise avec le soutien de nombreuses universités. (VUB, UCL, VUB, etc.) Depuis ce 15 mars 2009, c'est chose faite. Les sans papiers LIÉGEOIS occupent, le n° 18 de la rue des Pitteurs.



Source Photo [www.ulg.ac.be](http://www.ulg.ac.be)

### **Cette occupation se veut un chouïa novatrice :**

- Sauf événement spécial, l'occupation se déroulera tous les jours de la semaine de 9h00 à 19h00.
- Pour permettre la rencontre et l'expression de la résistance, les occupants (avec et sans papiers) participeront à des ateliers socialisants et créatifs
- Nous envisageons de rendre publique une partie de nos créations le 23 mai prochain sur la place Tivoli.
- Pour réussir ce projet a besoin d'un large soutien des Liégeois-e-s.
- Pour réussir ce projet aura surtout besoin de toutes celles et tous ceux qui veulent rencontrer pour comprendre,
- Pour réussir ce projet aura surtout besoin de toutes celles et tous ceux qui veulent rencontrer pour réellement rencontrer.

**Parce que créer c'est résister – Parce que qui vit ici est d'ici – Parce qu'il y a un seul monde .**

**Pour la libre circulation des personnes et pour des droits sociaux universels.**

## Occupation à NAMUR

*Appel à l'aide pour les personnes sans-papiers accueillies à Namur par le comité de soutien.*

**Appel en faveur des 25 personnes sans papier accueillies par les FUNDP. Nous avons besoin de vivres, de personnes disponibles pour un temps de rencontre. Surtout pendant les deux semaines de vacances scolaires. Merci de votre aide. Le comité de soutien, l'AGE et Marcel Rémon.**

### **DÉMOCRATIE BLOQUÉE - SOS UNIVERSITÉS**

Source Photo [nouvelles.fundp.ac.be](http://nouvelles.fundp.ac.be)

**S**aviez-vous que le sous-sol du bâtiment de droit était devenu le lieu de vie de 25 personnes ? Elles sont arrivées le jeudi 19 mars dernier, pour établir une occupation aux FUNDP.



Cette manifestation permanente s'inscrit dans un grand mouvement universitaire (KUL, UCL, VUB, St-Louis, Gand...) en vue de faire connaître la situation des 100 000 sans-papiers de Belgique. Un accord gouvernemental concernant des critères précis de régularisation existe déjà en Belgique. Mais il reste bloqué depuis un an maintenant. Aujourd'hui, Namur a décidé de suivre ce mouvement pour se faire entendre et pousser le gouvernement à respecter ses promesses.

Que faire, comment agir ? Vous pouvez intégrer le comité de soutien, vous manifester aux activités proposées, ou tout simplement aller au contact des sans-papiers et partager avec eux quelques instants pour découvrir ces personnes avec des histoires fortes et particulières. C'est l'occasion de partir à la rencontre de l'autre, de s'ouvrir à cette réalité, d'échanger quelques points de vue et opinions. Faites la démarche, passez à l'occupation, vous y serez bien accueillis...

**N'hésitez pas à nous contacter : [sanspapiers@age-namur.be](mailto:sanspapiers@age-namur.be)**

## **« Carnets noirs des centres fermes »**

Est une revue d'information sur les centres de rapatriement pour étrangers, l'actualité liée à la politique d'immigration belge et européenne ainsi qu'un outil de sensibilisation sur les droits de l'homme et ses défenseurs.

### **Ont participé à la rédaction de ce numéro :**

Oscar Flores  
Thomas Evrard  
Laura Avau  
Jeanne Depireux  
Dethier Anne-Francoise  
Mateo Cordier  
Bernard Lemaire  
Jean Sonck

### **Ont collaborés :**

Grégory Meurant  
Moïra marquet  
Monique Goossens  
Nancy Toubreau

### **Photos :**

Marion

### **Mise en pages et production :**

Adrienne Clairembourg  
[www.adrienneclairembourg.be](http://www.adrienneclairembourg.be)



**CRER / Tel : 0474 08 85 35**  
**Bd. D'Ypres 66 – 1000 Bruxelles**

***Permanences sociales le lundi et jeudi entre 18h30 et 21h***  
***Sur Rendez vous au numéro ; 0477 59 19 45***

<b>Internet :</b>	<b><a href="http://regularisation.canalblog.com/">http://regularisation.canalblog.com/</a></b>
<b>Travailleurs sans papiers :</b>	<b><a href="http://1mamanif.canalblog.com/">http://1mamanif.canalblog.com/</a></b>
<b>Réseaux Parrainage :</b>	<b><a href="http://parrainage127bis.canalblog.com">http://parrainage127bis.canalblog.com</a></b>

**Soutien au N° Triodos : 523 - 0801898 - 74**